

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

ACCORD DU 26 SEPTEMBRE 2012  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2012  
(CENTRE)

NOR : ASET1251329M  
IDCC : 1597

Entre :

La CAPEB Centre ;

La FFB Centre ;

La FFIE DR Centre,

D'une part, et

La SFRC FO ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC Centre ;

L'UR CFDT Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012.

**Article 2**

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème des coefficients 150 à 270, pour un horaire mensuel de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires), comme suit.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal	SALAIRE horaire minimal
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 426	9,40
– position 2	170	1 447	9,54
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 489	9,82
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 596	10,52
– position 2	230	1 684	11,10
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 776	11,71
– position 2	270	1 867	12,31

### Article 3

Le présent barème de salaires minimaux entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Fait à Orléans, le 26 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)